



Déclaration liminaire UNSA Éducation

CTSD du 1^{er} février 2022

Mme l'Inspectrice d'académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous rappellerons en préambule que le 13 janvier a vu une mobilisation historique : des personnels ont exprimé leur inquiétude, leur colère. Au vu de la carte scolaire proposé, un constat s'impose : nous n'avons que trop peu été entendus.

Dans le 1^{er} degré, la dotation nulle en poste n'est pas à la hauteur des enjeux éducatifs que nous défendons. Cela ne permettra pas l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, les écoles connaissent d'autres besoins importants, même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, recrutement d'enseignants maitres formateurs et de conseillers pédagogiques pour accompagner les futurs enseignants non formés, création de postes de remplaçants pour pallier les absences, redorer le blason de la formation continue et assurer les décharges de direction. Sur ce point, nous rappelons qu'à la rentrée 2022, le régime des décharges doit être à nouveau amélioré. Tous les moyens nécessaires doivent donc être consacrés aux augmentations des régimes de décharges actuels. C'est le sens des engagements pris par le ministère et l'UNSA-Éducation sera vigilante à ce que ce soit bien le cas. L'augmentation de ces décharges statutaires représente dans notre département presque 3 ETP d'après nos estimations, que le ministère n'a pas prévu dans sa dotation. C'est donc au moyen de fermetures de classes, ou de renoncement à d'autres mesures pourtant essentielles, que cet axe prioritaire va devoir être financé. Pour nous, ce n'est pas acceptable.

Notre Ecole est en mutation, et les problématiques qui la frappent sont nombreuses. Pour l'UNSA Education, il n'est plus possible de résumer aujourd'hui notre métier à un enseignant devant une classe, niant ainsi la réalité du quotidien. Les directeurs et directrices d'école, en charge de classe dans notre département, sont épuisés, et confient régulièrement avoir le sentiment de sacrifier leurs élèves mais aussi leur vie personnelle en devant répondre hors de leur temps de service aux sollicitations toujours plus nombreuses de l'administration, des parents, des collectivités. Le droit à la déconnexion ne leur semble plus autorisé. La création d'une vie scolaire dans le premier degré devient pour nous un impératif.

Il est également indispensable de renforcer le nombre des enseignants référents et de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL. L'École inclusive ne doit pas être un vain mot. La politique actuelle manque trop d'ambition pour permettre une inclusion réussie des élèves en situation de handicap, mettant élèves et personnels en souffrance. Il est urgent d'offrir des perspectives à nos collègues AESH, en mettant fin au temps partiel subi, et d'impliquer les autres acteurs du handicap.

Et quid de la crise sanitaire, on continue quoi qu'il arrive ! Le « quoi qu'il en coûte » n'est pas pour l'Éducation Nationale ! Cette année encore, c'est le secondaire qui paie la plus lourde part de la facture. Cela fait trois ans que les collègues sont mis à contribution : il n'y a plus de marge de manœuvre : STOP ! Des élèves en plus, 15 postes en moins dans notre académie : voilà une équation vite résolue ! Un peu moins d'HSA qui ne peuvent plus être absorbées, des contractuels sur des temps pleins dès la rentrée, des dédoublements en langue, en sciences qui ne se font pas, des effectifs trop importants, des sections, des options ou une langue en moins.... Une cuisine budgétaire qui finit par un solde de postes positif malgré tout. Mais c'est nier la réalité et les besoins du terrain. C'est nier les conséquences d'une crise sanitaire tant sur les personnels que sur les élèves.

Pour la vision globale que promeut l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par son sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Un grand plan de recrutement pluri-annuel est nécessaire pour pouvoir donner enfin au service social les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle aux lycées aux côtés des services infirmiers. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis éducatifs, ignorée cette année encore. Nous n'oublierons pas notre médecine de prévention qui doit être elle aussi renforcée. Par ailleurs, force est de constater que les professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation Nationale. Un état critique a été atteint, ils ont pourtant montré combien ils étaient essentiels dans la période que nous vivons depuis deux ans.

Enfin, l'UNSA Éducation s'oppose à l'article 41 de la Loi 3DS qui confère l'autorité fonctionnelle sur les adjointes et adjoints fonctionnaires aux collectivités territoriales. L'an passé nous avons déjà fait part de la colère légitime des personnels concernés et des équipes. La voie choisie pour améliorer le fonctionnement des établissements et les relations avec les collectivités n'est pas la bonne.

Merci de votre attention.